

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 170

Artikel: D'abord mettre sous toit, ensuite discuter de la couleur de la tapisserie
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015801>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

strict du terme (notamment quant à l'expérience de la recherche empirique), puisqu'elle se réduit à un seul ouvrage qui, sous le titre « Soziologie », reproduit une série d'émissions faites à la télévision bavaroise.

C'est donc sans forcer la vérité que deux cent cinquante étudiants, assistants et chercheurs en sociologie ont envoyé au FNRS et à la presse une protestation, estimant que « la nomination du professeur Ruegg représente... un véritable affront à l'égard des centres de recherche et de formation sociologique et risque d'entraver considérablement le développement futur de cette discipline en Suisse. »

Au-delà de ce cas précis, c'est une fois de plus tout le problème de la gestion du Fonds national qui est ainsi remis en cause; une gestion qui revêt, surtout dans le secteur des sciences humaines, selon de nombreux chercheurs, un caractère autoritaire. Est-il concevable, notamment dans ces derniers domaines, que les experts de qui dépendent l'avenir de larges secteurs de la recherche en Suisse, puissent être nommés sans que les associations et les milieux professionnels directement concernés soient informés ni consultés et sans qu'ils puissent déposer de recours? Est-il normal que les décisions de ces experts soient prises sans que les requérants du Fonds national puissent connaître les motifs de l'acceptation ou du refus de leurs projets? Est-il admissible que le Fonds national reçoive de la Confédération une subvention annuelle de 90 millions en 1974 (60 millions en 1969) et la gère sous l'unique responsabilité d'un petit groupe d'experts qui se cooptent, dans le meilleur style du patriarcat du XVIII^e siècle? De telles questions ne concernent pas que les boursiers du Fonds, mais l'ensemble de la collectivité. Souhaitons donc qu'à la petite question écrite déposée par deux conseillers nationaux le 8 mars 1972 à propos de la nomination d'experts responsables d'une discipline au sein du FNRS, le Conseil fédéral réponde en reconnaissant la nécessité d'une révision en profondeur des méthodes et des structures de cette institution.

D'abord mettre sous toit, ensuite discuter de la couleur de la tapisserie

Pendant huit ans, à quelques-uns, nous avons fait vivre DP au rythme de vingt numéros par an. Aujourd'hui où la périodicité s'accélère, où DP devient hebdomadaire, où sont courus des risques nouveaux, il faut dire les raisons que nous avons de souhaiter que réussisse l'entreprise.

Tout d'abord, c'est un quitte ou double. Dans la mise, il y a donc tout ce qui a été en huit ans rassemblé, non seulement une modeste réserve financière (qui permet plus facilement de faire le saut), mais aussi tout un regroupement de lecteurs. Ces liens ne doivent pas être distendus.

DP hebdomadaire garde, tout en se transformant, des caractéristiques de bimensuel : Le journal est toujours discuté dans des groupes régionaux (qui s'élargissent; saluons l'entrée en scène des Jurassiens et des Fribourgeois); le travail est fait toujours avec le même désintéressement; et les deux « permanents », quoique rétribués, participent du même état d'esprit, n'étant économies ni de leur temps, ni de leur peine.

Les thèmes de DP sont toujours d'actualité. Ils ont été rappelés dans le préancement : fonds d'investissement syndical, service militaire différencié, « programme minimum », réforme scolaire, etc... Naturellement il ne s'agit pas de ne parler que de ça. Mais ces objectifs doivent animer régulièrement le commentaire de l'actualité.

L'essentiel, pourtant, c'est d'exister. Enorme lapalissade, bien sûr : pour agir, il faut exister. En matière de presse toutefois, cela signifie des choses très précises. On peut discuter sur le choix d'un caractère, la largeur des marges ou la qualité du papier; on peut disputer sur tel article, chipoter sur un mot pas clair ou trop savant. C'est bien; ces critiques sont nécessaires pour l'amélioration de l'entreprise.

Mais pour un journal de gauche, indépendant, soutenu par aucun groupe économique, il faut vivre avant de philosopher. Son droit à l'existence, DP le revendique au nom de ce qu'il a entrepris jusqu'ici; au nom de la nécessité de créer, à côté de la presse quotidienne, où des journaux sont en situation de monopole dans la majorité des cantons romands, une autre presse; c'est-à-dire, en un certain sens, une « contre-presse ».

En fin de compte, le problème se résume à ceci : dans des circonstances politiques données, est posée parfois la question : où telle chose pourrait-elle être dite? Exister, c'est pouvoir répondre à cette question; c'est être un support; en langage de journaliste et d'architecte, c'est avoir des « colonnes ».

Au moment où des équipes rajeunies font exister DP hebdo, au moment où la campagne d'abonnement sera vitale, je voulais, m'autorisant du fait que j'ai beaucoup travaillé pour ce journal, souhaiter que les efforts de tous aillent à l'essentiel : d'abord mettre sous toit.

A. Gavillet